

Conditions Générales

Protection Juridique D.A.S.



**LE PIONNIER
EN PROTECTION JURIDIQUE**

A Company of the ERGO Group



Protection Juridique D.A.S. Conditions Générales

Article 1

En quoi consiste notre couverture ?

En cas de conflit que vous ne pouvez résoudre par vous-même, nous vous garantissons la mise en œuvre des moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable, judiciaire, extra-judiciaire ou administrative.

Article 2

Quelles sont nos prestations ?

2.1. Nous prenons à notre charge :

2.1.1. les dépenses occasionnées par le traitement, par nos soins, du cas d'assurance ;

2.1.2. les frais, débours et honoraires d'un avocat et huissier, y compris la T.V.A. non récupérable ;

2.1.3. les frais de procédures judiciaires et extra-judiciaires ainsi que les frais relatifs aux règlements alternatifs de litiges (médiation, arbitrage, commission litiges) à votre charge ;

2.1.4. les frais et honoraires d'un expert ou conseiller technique, mandaté par nous ou par votre avocat avec notre accord, y compris la T.V.A. non récupérable ;

2.1.5. vos frais de déplacement, soit par chemin de fer, soit par avion de ligne, en classe économique et vos frais de séjour légitimement exposés lorsque votre comparution personnelle devant un tribunal étranger est légalement requise ou ordonnée par décision judiciaire ;

2.1.6. les frais d'une procédure d'exécution par titre exécutoire. Nous réglons tous ces frais directement aux prestataires de services sans que vous deviez en faire l'avance :

- sauf éventuelle stipulation contraire sur l'attestation d'assurance,
- sauf si vous êtes assujéti à la T.V.A. Dans ce cas nous ne prenons pas en charge la T.V.A. que vous pouvez récupérer totalement ou partiellement.

2.2. Nous ne prenons pas à notre charge les amendes, les transactions pénales et les montants à verser au Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

2.3. Quelles sont les sommes assurées ?

2.3.1. Pour chaque cas d'assurance, nous intervenons financièrement, jusqu'à concurrence des sommes précisées aux conditions spéciales. Ces montants sont augmentés des frais de T.V.A. non récupérable.

- Pour les cas d'assurance découlant de faits générateurs identiques qui ont un lien causal et qui surviennent dans un délai de 30 jours tout en impliquant plusieurs assurés couverts par des contrats D.A.S. différents, le maximum d'intervention est de cinq fois l'intervention maximale prévue pour ce cas d'assurance.
- Pour les cas d'assurance découlant de faits générateurs qui ont un lien causal entre eux et qui impliquent différentes procédures faisant éventuellement appel à différentes garanties assurées, nous prenons en compte l'intervention maximale la plus élevée. Les différentes interventions maximales prévues dans les conditions particulières et spéciales ne sont pas cumulables. Il en est de même lorsque plusieurs assurés, assurés par le même contrat D.A.S., sont impliqués dans le même cas d'assurance.

2.3.2. Minimum litigieux : notre intervention vous est acquise pour autant que l'enjeu du différend, s'il est évaluable en argent, soit supérieur au montant indiqué aux conditions spéciales. L'enjeu du litige correspond au montant principal qui est demandé par l'assuré ou réclamé par un tiers, sans tenir compte des intérêts, des frais de défense ou des pénalités. Si l'enjeu du litige est inférieur au minimum litigieux, la D.A.S. prend uniquement en charge les dépenses occasionnées par le traitement, par nos soins, du cas d'assurance. (art. 2.1.1.).

Article 3

Qu'entendons-nous par « cas d'assurance » ?

3.1. Notre couverture vous est acquise en cas de demande d'assistance juridique résultant des faits repris ci-dessous :

3.1.1. en cas de responsabilité extracontractuelle, lors d'une demande en dommages et intérêts en faveur d'un assuré : au moment de la survenance du fait générateur qui est à l'origine du dommage ;

3.1.2. en cas de responsabilité contractuelle, à l'exception des litiges en droit du travail : au moment où, objectivement, vous savez ou devez savoir que vous vous trouvez dans une situation conflictuelle et que vous pouvez faire valoir des droits ou des demandes en qualité de demandeur ou défendeur ;

3.1.3. dans tous les autres cas, le cas d'assurance est considéré comme survenu au moment où l'assuré, son adversaire ou un tiers est ou est supposé être, pour la première fois, en violation avec une obligation ou prescription légale ou contractuelle.

3.2. Notre assistance n'est cependant acquise que pour des cas d'assurance survenus après la prise d'effet des garanties assurées. Si nous pouvons prouver qu'au moment de la conclusion du contrat, vous étiez ou auriez raisonnablement pu être au courant des faits qui donnent naissance à cette demande, notre garantie ne vous sera pas accordée.

Article 4

Quelle est la validité du contrat d'assurance dans le temps ?

4.1. À partir de quand êtes-vous couvert ?

- Sauf stipulation contraire, le contrat prend cours à la date indiquée dans l'attestation d'assurance, mais au plus tôt le lendemain de la date de réception à la compagnie de la police présignée ou de la demande d'assurance.
- La garantie ne sera acquise que le jour du paiement de la première prime annuelle sans préjudice du délai d'attente éventuel prévu dans les conditions spéciales. Toutefois, si le paiement de la prime nous parvient dans les 6 semaines à compter de la date d'établissement de votre contrat, les garanties prévues seront acquises à la date d'effet de celui-ci.
- Si vous changez d'assureur ou de contrat d'assurance Protection Juridique sans aucune interruption dans la couverture d'une garantie particulière et similaire, vous bénéficiez du délai d'attente précédemment écoulé relatif à cette dernière garantie.

4.2. Quelle est la durée du contrat ?

Le contrat est conclu pour une durée d'un an et se renouvelle tacitement



s'il n'a pas été renoncé dans les formes prévues à l'art. 4.3.2.

4.3. Quand votre contrat peut-il être résilié ?

4.3.1. chaque garantie assurée fait l'objet d'un contrat indépendant. Si nous mettons fin à une garantie, vous pouvez résilier l'ensemble des risques assurés ;

4.3.2. la police peut être résiliée moyennant préavis adressé par lettre recommandée par vous ou par nous, au moins 3 mois avant la fin de chaque échéance ;

4.3.3. en cas de décès du preneur d'assurance, les droits et obligations nés du contrat d'assurance sont transmis aux personnes co-assurées. Toutefois, le co-assuré, nouveau titulaire du contrat, peut notifier la résiliation du contrat, par lettre recommandée dans les trois mois et quarante jours du décès et nous-mêmes pouvons résilier le contrat dans les trois mois du jour où nous avons eu connaissance du décès.

4.3.4. Nous pouvons aussi résilier le contrat pour non-paiement des primes, surprimes ou accessoires.

4.3.5. Chacun de nous peut résilier la police à partir de la date de chaque déclaration de sinistre et au plus tard dans les 30 jours après notre dernier acte de gestion ou paiement ou refus de paiement de l'indemnité pour l'un de ces sinistres. Dans ce cas, la résiliation prendra effet trois mois après cette notification par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé. Dans le cas où nous avons résilié la police, la prime vous sera remboursée proportionnellement.

Article 5

Que se passe-t-il en cas de suspension et remise en vigueur ?

En cas de disparition d'un risque assuré, les garanties y afférentes sont suspendues dans tous leurs effets à dater de la demande de suspension moyennant preuve préalable de la disparition du risque. Le contrat continue néanmoins à sortir ses effets pour le ou les autres risques assurés, et ce à la prime correspondante. Vous devez nous avertir immédiatement de toute réapparition du risque suspendu, ceci afin que la garantie y afférente soit remise en vigueur au tarif en cours à ce moment. Si une telle réapparition est exclue, le contrat sera annulé à votre demande en ce qui concerne le risque disparu. Dans ce cas, nous remboursons la portion de prime non absorbée.

Article 6

Que devez-vous savoir au sujet du paiement des primes ?

6.1. La prime est annuelle et payable par anticipation à la présentation de la quittance ou à la réception d'un avis d'échéance.

6.2. Fractionnement de la prime : si mention est faite dans l'attestation d'assurance, la prime annuelle est payable en parts égales aux dates d'échéance convenues, tout en étant due pour l'année entière d'assurance. Nous tenons compte dans le calcul de la prime d'un chargement pour le fractionnement.

6.3. Domiciliation : la prime annuelle est payable par domiciliation via un seul ou plusieurs prélèvements bancaires. Elle reste toutefois due pour l'entièreté de l'année d'assurance.

6.4. Les impôts et contributions existants ou à établir dans le chef du contrat sont à votre charge.

6.5. Sans préjudice de l'article 4.1 (première prime), à défaut de paiement dans les 15 jours du rappel recommandé de la compagnie, la garantie est suspendue à l'expiration de ce délai à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste. La garantie ne reprend effet que le lendemain de l'apurement intégral des primes échues.

En cas de non-paiement à l'échéance des primes dues, le preneur d'assurances devra s'acquitter d'un dédommagement forfaitaire de 12 EUR (index 120,85 mars 2012 base 2004 = 100) demandé lors du rappel recommandé de la compagnie. Ce dédommagement varie chaque année au 01 janvier en fonction de l'évolution de l'index des prix à la consommation sur la base de l'index du mois de décembre de l'année précédente. En aucun cas, ce montant ne sera inférieur à 12 EUR. Si la prime reste impayée après ce rappel recommandé et que nous devons entamer une procédure de recouvrement, les frais de recouvrement s'élèvent à 12% des sommes dues avec un minimum de 75 EUR. La société D.A.S. a la possibilité de diminuer ce minimum.

Les primes échues durant la période de suspension, limitée à deux années consécutives, restent entièrement dues à la compagnie à titre de dommages et intérêts.

6.6. Toute modification de prime, survenue dans le cours du contrat, est régie par les règles suivantes :

6.6.1. En cas d'augmentation du tarif, la prime pourra être modifiée à partir de la prochaine échéance annuelle sur la base du nouveau tarif.

Vous pourrez toutefois résilier votre contrat pour hausse tarifaire. Ce renon devra être introduit dans un délai de 3 mois à dater de l'échéance annuelle concernée et prendra dès lors effet à compter de cette dernière. Si vous ne faites pas usage de ce droit de résiliation, la nouvelle prime est considérée comme acceptée ;

6.6.2. En cas de diminution du tarif, vous ne devez payer, à partir de la prochaine échéance annuelle, que la prime diminuée.

6.7. Le client accepte que son numéro de compte bancaire soit utilisé dans le cadre de Zoomit et des échanges électroniques de factures et paiements.

Article 7

Qu'attendons-nous de vous ?

Lorsque survient un cas d'assurance et que vous, preneur d'assurance, ou une autre personne assurée souhaitez bénéficier de nos garanties, vous ou la personne assurée, devez nous prévenir par écrit et de façon circonstanciée, le plus vite possible et dans tous les cas, endéans l'année. Sauf cas d'urgence, vous ou la personne assurée devez toujours nous consulter avant que vous ou la personne assurée ne preniez une quelconque décision et nous transmettre tous les renseignements et documents demandés relatifs au sinistre. Vous ou la personne assurée devez également convenir avec nous de toute mesure susceptible d'entraîner des frais et nous tenir au courant de l'évolution de la procédure. Si vous ou la personne assurée ne remplissez pas ces obligations et qu'il en résulte un préjudice pour nous, nous avons le droit



de prétendre à une réduction de notre prestation, à concurrence du préjudice que nous avons subi.

Article 8

Comment réglons-nous les sinistres ?

8.1. En cas de sinistre, nous faisons à votre place les démarches en vue d'obtenir un arrangement à l'amiable, étant entendu cependant qu'aucune proposition ne sera acceptée sans votre accord, et nous examinons avec vous les mesures à prendre. Votre recours d'office à un avocat ou un expert, sauf en cas d'extrême urgence, n'est pas pris en charge par la D.A.S.

8.2. Lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire ou administrative, vous avez la liberté de choisir pour défendre, représenter ou servir vos intérêts, un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure. Au cas où nous assurerions également votre adversaire, vous avez également la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure. Si vous demandez à un avocat de plaider en dehors du pays auquel il est attaché, les honoraires et frais supplémentaires entraînés par votre démarche resteront à votre charge. Si vous changez d'avocat, nous ne prendrons en charge que les frais et les honoraires qui auraient résulté de l'intervention d'un seul avocat, sauf le cas où ce changement résulterait de circonstances indépendantes de votre volonté. Lorsque vous usez de la faculté de choisir vous-même votre avocat, vous vous engagez à solliciter, sur notre demande, l'intervention des instances compétentes pour fixer le montant des frais et honoraires.

8.3. Vous bénéficiez également du libre choix d'un expert ou d'un contre-expert. Si vous faites appel à un expert ou à un contre-expert domicilié en dehors du pays où la mission doit être effectuée, les honoraires et frais supplémentaires qui en résulteraient resteront à votre charge.

8.4. Nous pouvons refuser de supporter les frais résultant d'actions judiciaires ou de l'usage de moyens de droit :

- si votre point de vue nous apparaît déraisonnable ou dénué de chances suffisantes de succès ;
- si vous avez refusé une proposition à l'amiable raisonnable émanant de la partie adverse.

Dans l'hypothèse où il existe une divergence de vues entre vous et nous au sujet de l'un de ces points, mis à part la possibilité d'entamer une procédure contre nous, vous pouvez consulter l'avocat qui s'occupe déjà de l'affaire ou, à défaut, un avocat de votre choix. S'il confirme notre point de vue, vous supporterez la moitié des honoraires et frais de consultation. Dans l'hypothèse où vous poursuivriez la procédure, nous vous rembourserons les frais exposés si vous obtenez ultérieurement gain de cause en dernier ressort. S'il confirme votre point de vue, nous vous prêterons assistance dès la consultation.

8.5. Lorsqu'il existe pour nous une possibilité de récupérer les frais et honoraires d'avocats ou d'experts, nous nous en réservons le droit.

8.6. Nous sommes subrogés dans les droits que l'assuré possède contre les tiers en remboursement des débours que nous avons avancés.

8.7. En tant qu'assureur supportant le coût de la procédure, les frais et dépens, y compris le(s) indemnité(s) de procédure, nous reviennent.

Article 9

Quelles sont les exclusions générales ?

Sont exclus les cas d'assurances en relation avec :

- 9.1. des faits de guerre, des troubles civils et politiques, des grèves ou lock-out où l'assuré a pris une part active ;
- 9.2. des catastrophes nucléaires ;
- 9.3. des catastrophes naturelles, à l'exception des litiges avec les entreprises d'assurances ;
- 9.4. les divorces ou séparations de conjoints ou partenaires, cohabitants ou non cohabitants. Cette exclusion n'est pas d'application pour la Protection Juridique All Risk Véhicules, ni pour les garanties recours civil (art. 4.1. des conditions spéciales) et défense pénale (art. 4.2. des conditions spéciales) ;
- 9.5. la défense de vos intérêts à propos de droits qui vous ont été cédés ou transmis après la survenance du cas d'assurance. Il en est de même en ce qui concerne les droits de tiers ainsi que les reprises ou transmissions de dettes et créances que l'assuré ferait valoir en son propre nom ;
- 9.6. les litiges en relation avec le droit des sociétés et associations, les conventions d'associations, les associations de fait, les litiges entre associés d'une association ou d'une société ;
- 9.7. les litiges qui relèvent de la compétence des tribunaux internationaux ou supranationaux ou de la Cour Constitutionnelle, à l'exception des questions préjudicielles qui, dans le cadre d'un dossier couvert, sont portées devant la Cour Constitutionnelle par la juridiction en charge de l'affaire ;
- 9.8. tous litiges de quelque nature que ce soit où vous êtes impliqué en tant que maître de l'ouvrage ou acheteur ayant un rapport quelconque, direct ou indirect, avec la construction, l'achat « clé sur porte », la transformation, l'amélioration, la rénovation, la restauration et la démolition lorsque l'intervention d'un architecte et/ou l'obtention d'un accord d'une autorité compétente est (sont) requise(s) ;
- 9.9. tout contrat conclu avec la D.A.S. sauf si le service de l'ombudsman compétent ou la commission compétente vous donne raison.

Article 10

Quels sont les droits entre assurés ?

10.1. Vous êtes le premier autorisé à faire valoir pour vous-même et pour les autres personnes assurées les droits qui résultent du contrat.

10.2. La garantie n'est jamais accordée aux personnes physiques ou morales assurées autres que vous en vertu du même contrat lorsqu'elles ont des droits à faire valoir soit l'une contre l'autre, soit contre vous-même. Dans les polices pour appointés et salariés, pour indépendants dans leur vie privée et pour véhicules, nous accordons à titre exceptionnel notre intervention pour les recours vis-à-vis des assureurs R.C. pour autant que le preneur d'assurance ne s'oppose pas à notre intervention.



Protection Juridique D.A.S. Conditions Générales

10.3. Vos héritiers sont couverts pour l'exercice de toute action intentée contre un éventuel tiers responsable de votre décès.

Article 11

Quel est le délai de prescription ?

Le délai de prescription de toute action dérivant du contrat d'assurance est de trois ans.

Article 12

Que pouvez-vous faire en cas de plainte à l'encontre de nos services ?

Vous pouvez vous adresser par écrit aux instances suivantes :

- Contactez en premier lieu le gestionnaire de votre dossier ou le responsable du département concerné. Si vous n'avez pas reçu de réponse satisfaisante, contactez alors notre service plaintes interne (pointdecontact@das.be, tél : 02-645.51.81) au siège social de la compagnie ;
- En dernière instance, vous pouvez vous adresser à :
L'Ombudsman des assurances (entité qualifiée)
Square de Meeûs 35
1000 Bruxelles
www.ombudsman.as

Article 13

Quel est le droit applicable au présent contrat ?

Lors de litiges en rapport avec le présent contrat, seul le droit belge est d'application et seuls les tribunaux belges sont compétents.

Article 14

Comment vos données personnelles sont-elles protégées ?

Nous exploitons vos données personnelles conformément au Règlement général sur la protection des données, à la Loi vie privée et à toutes les autres réglementations relevantes. Les données personnelles qui nous sont transmises sont traitées selon les principes de base suivants et conformément aux objectifs repris ci-dessous :

- Ces données sont indispensables afin de pouvoir établir le contrat : analyse du risque assuré, établissement du contrat ;
- Ces données sont indispensables afin d'exécuter le contrat : exécution du contrat, gestion de la police, gestion des cas litigieux et des recouvrements de créance, gestion de votre sinistre ;
- Lorsque vous nous aurez donné des autorisations explicites : dans ce cas, nous exploiterons vos données personnelles afin de rencontrer les objectifs spécifiques que vous aurez formulés ;
- Traitement résultant d'une obligation légale : le traitement des données pénales pendant la durée de gestion du sinistre ;
- Traitement justifié par un intérêt légitime : rapports interne, études statistiques, contrôle du portefeuille, prévention de l'abus ou de la fraude, préservation de nos droits, direction, gestion (des risques) et

contrôle de l'organisation de la D.A.S., protection du réseau et de l'informatique, évaluation, simplification, tests et améliorations de nos processus ainsi que expansion des relations commerciales.

Les données peuvent être transmises à votre intermédiaire, à un (ré) assureur, un expert, un avocat ou un sous-traitant de la D.A.S.

Dans les limites prévues par la loi, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et à l'effacement des données à caractère personnel vous concernant, ainsi qu'un droit à la limitation du traitement de ces données. Vous disposez également dans certains cas d'un droit d'opposition et d'un droit à la portabilité des données. Vous avez le droit de porter plainte auprès de l'autorité compétente. Dans l'hypothèse où vous souhaitez faire valoir vos droits, adressez-vous à : D.A.S, à l'attention du Data Protection Officer, Avenue Lloyd George 6, 1000 Bruxelles, Privacy@das.be.

Cette information n'est pas limitative. Nous vous invitons à consulter l'intégralité de l'information relative à notre déclaration de Privacy sur notre site web www.das.be/fr/privacy. Ce document peut également vous être envoyé sur simple demande écrite.

Article 15

Quelle est votre protection en tant que consommateur ?

Toutes les informations utiles se trouvent dans la brochure « AssurMiFID ». Cette brochure est disponible sur notre site web www.das.be, chez votre intermédiaire d'assurances ou sur demande écrite.

Article 16

Sanctions Financières

En respect de la législation (inter)nationale en matière des sanctions, nous n'accordons pas de couverture et nous ne sommes pas tenus de payer une quelconque action ou d'accorder un quelconque avantage en vertu du présent contrat dans la mesure où cela nous exposerait à une sanction, interdiction ou restriction sur base des résolutions des Nations Unies, des sanctions, lois ou règlements commerciaux ou économiques de l'Union européenne, des sanctions économiques belges et des sanctions imposées par les Etats-Unis d'Amérique dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions législatives applicables à la D.A.S Belgique.



Protection Juridique D.A.S.

Siège social

D.A.S. Bruxelles

Boulevard du roi Albert II, 7
1030 Bruxelles
Tél. 02/645.51.11
sinistres@das.be
production@das.be
www.das.be

Bureaux régionaux

D.A.S. Brabant

Boulevard du roi Albert II, 7
1030 Bruxelles
Tél. 02/645.51.11

D.A.S. Liège

Rue de Mons, 7
4000 Liège
Tel. 04/223.53.00

D.A.S. Nivelles

Rue Altiero Spinelli 3
1400 Nivelles
Tel. 071/30.76.96

D.A.S. Antwerpen

Berchemstadionstraat 72
2600 Antwerpen (Berchem)
Tel. 03/239.38.00

D.A.S. Gent

Elfjulistraat 45
9000 Gent
Tel. 09/233.56.58



**LE PIONNIER
EN PROTECTION JURIDIQUE**